

ARRÊTÉ DU **23 FEV. 2026** METTANT EN DEMEURE LA SOCIÉTÉ PDM INDUSTRIES DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS POUR SA PAPETERIE SITUÉE AU LIEU-DIT « KÉRISOLE » ROUTE DU COMBOUT À QUIMPERLÉ

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment son annexe 1.3. ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment ses articles 4, 5 et 6 ;

VU le rapport en date du 27 janvier 2026 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement faisant état de non-conformités relevés lors de la visite d'inspection du 26 novembre 2025 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'annexe 1.3. de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé précise :

« 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima : [...]

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. »

CONSIDÉRANT que l'article 4-2 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé précise que :

« L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. »

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé précise que :

« L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. »

CONSIDÉRANT que l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé précise que :

« L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. »

CONSIDÉRANT que l'exploitant est en situation d'écart réglementaire manifeste vis-à-vis des dispositions des articles précitées ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection susvisée, il a été constaté que les dossiers des équipements soumis aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé ne sont pas complets :

- pas d'état initial, ni de plan et de programme d'inspection ;
- pas de présentation de la stratégie pour le contrôle de chaque équipement et pour la détermination des suites à donner aux contrôles ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il existe le risque qu'une défaillance ne soit pas détectée et prise en compte, portant un danger potentiel pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces manquements peuvent porter une atteinte aux intérêts protégés de l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en matière de prévention des risques ;

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PDM INDUSTRIES de respecter les prescriptions des articles mentionnés ci-dessus ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : RÉGULARISATION

La société PDM INDUSTRIES, sise au lieu-dit « Kérisole » route du combout 29300 quimperlé, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

1. Les dispositions des articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
2. Les dispositions de l'annexe 1.3. de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement.

ARTICLE 2 :SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales encourues.

ARTICLE 3 :INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 :DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 :EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PDM INDUSTRIES et dont une copie sera adressée au maire de QUIMPERLE.

Le Préfet,


Louis LE FRANC

Destinataires :
Mairie de Quimperlé
DREAL UD 29
société PDM